

« Nous n'affaiblirons aucune loi »

UE La commissaire Cécilia Malmström assure que le traité de libre-échange transatlantique sera bénéfique

► La commissaire européenne au Commerce était présente aux « Journées de Bruxelles ».

► Elle évoque avec nous les négociations en cours pour le traité transatlantique, et les mesures prises à la suite des événements de Paris.

ENTRETIEN

En pleine élaboration du Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP), Cécilia Malmström a du pain sur la planche et une communication à soigner. Si certains y sont opposés, la commissaire européenne au commerce persiste : lier commercialement l'Europe aux Etats-Unis ne mettra pas en péril les valeurs européennes.

A l'heure où l'on parle de la fermeture des frontières, avez-vous peur pour le commerce européen ?
Je n'ai pas seulement peur pour le commerce européen, j'ai peur pour le projet européen. Si l'on commence à fermer les frontières, si on démantèle l'espace Schengen, nous aurons de graves problèmes.

Les flux commerciaux pourraient-ils être impactés par des restrictions ?
Bien évidemment, si l'on met des frontières internes, ce n'est pas seulement les gens qui ne pourront pas se déplacer, mais vous allez voir en quelques jours des files énormes de camions remplis de produits. Schengen est très positif pour le commerce.

Comment la Commission va-t-elle intervenir dans ce débat ?
La Commission intervient tout le temps, mais les frontières appartiennent bien sûr aux Etats membres. Après l'horrible catastrophe de Paris, il est normal qu'il y ait une vigilance et des actions temporaires. Personne ne remet en question les décisions de la France pour le moment, mais c'est important qu'elles ne soient pas utilisées par d'autres parties qui ont toujours été sceptiques.

Votre nouvelle stratégie commerciale doit promouvoir les droits de l'Homme, sociaux et environnementaux. N'est-il pas contradictoire, dans le même temps, de concentrer ses efforts à négocier le TTIP où ces droits ne sont plus une priorité ?

Absolument pas. C'est totalement faux. Nous négocions le TTIP avec un pays qui respecte les droits de l'Homme, avec qui nous partageons beaucoup de valeurs, et nous y incluons un chapitre qui porte sur ces droits, précisément.

Beaucoup de personnes sont inquiètes qu'ils soient amoindris par d'autres aspects.

L'Union européenne a le devoir de toujours inclure nos valeurs dans toutes les relations avec les tierces parties. Il s'agit ici d'un traité de commerce. Tout ce que nous essayons de faire est de le faciliter. Ce n'est pas à l'encontre des droits de l'Homme de faciliter le commerce. Nous essayons de renforcer la coopération avec les Etats-Unis, mais il est clair que nous ne diminuons aucun de nos standards. Nous n'empêcherons pas sur nos règles de protection de l'environnement et des droits des consommateurs. Ce n'est pas une menace pour ça.

Comment va fonctionner la pro-

motion des droits de l'Homme, sociaux et environnementaux, dans les pays en développement ?
Ce n'est pas une invention nouvelle. Cela faisait partie des chapitres européens du commerce avant, mais c'est maintenant d'une plus grande ampleur. Lorsque nous négocions des traités commerciaux avec des pays où les droits de l'Homme sont plus faibles, nous y incluons un chapitre à ce sujet. Bien évidemment, un traité commercial ne peut pas régler tous les problèmes liés au droit de l'Homme dans des pays comme le Pakistan ou le Bangladesh, mais nous pouvons y contribuer.

Les entreprises qui importent du textile du Bangladesh ne sont-elles pas réticentes ?

Cela a été très facile de les faire s'engager. Les entreprises ne sont pas malveillantes. Certaines abusent de leur situation, mais des centaines sont actives au Bangladesh et nous aident, avec le gouvernement, à améliorer les standards dans les usines. Il y a encore beaucoup de choses à faire.

Les problèmes ne sont pas résolus. Mais les compagnies ont contribué, soit parce qu'elles le voulaient, soit parce que les clients les y poussent.

Concernant le TTIP, on entend beaucoup d'arguments contre et on a l'impression que la Commission peine à convaincre. Quels avantages concrets devrait-on en tirer ?

Beaucoup de petites et moyennes entreprises exportent vers les Etats-Unis. Elles le font, mais avec certaines difficultés. Ils ont besoin de deux chaînes de production pour faire vérifier les normes. Si l'on peut éliminer ce coût, on rend les exportations vers les Etats-

Unis moins chères. On peut alors vendre plus et peut-être embaucher des employés supplémentaires. Si je veux vendre un vêtement ici, je dois m'assurer qu'il ne prenne pas feu. Si je veux le vendre aux Etats-Unis également, je dois le prouver une deuxième fois, selon exactement le même système. Cela coûte beaucoup d'argent. Si l'on peut se mettre d'accord qu'un seul test est suffisant, cela créera des économies.

Vous avez fait référence à une politique de communication pour améliorer la transparence. Quelles initiatives ont été prises ?

Sur le TTIP, il y a une très grande transparence. Nous avons mis presque tous les documents européens sur internet. Nous continuons à le faire. Nous avons, avant et après chaque tour de négociation, des rendez-vous avec le Parlement européen, mais aussi un groupe de conseillers qui comprend des représentants de l'état civil, des syndicats, des groupes de consommateurs, etc. Concernant les textes consolidés avec les Américains, nous allons faire en sorte que les ministres, les représentants du parlement européen et les parlementaires nationaux puissent y avoir accès. Pour toutes les négociations que nous allons lancer dans le futur, nous allons essayer de faire la même chose.

Est-ce que ces processus d'informations ne risquent pas de ralentir la négociation ?

Le but est d'améliorer la compréhension et les connaissances pour les gens qui sont sceptiques. Qu'ils puissent voir dans ces textes que beaucoup de leurs craintes n'y sont pas comprises. Je dois dire aussi que ce n'est pas à la Commission de « vendre » le TTIP. Ce sont les Etats membres, à l'unanimité, qui ont demandé à la Commission de

négocier ce traité. Donc c'est aux ministres et à leur gouvernement de sortir écouter les craintes des gens et s'engager au débat. Ce n'est pas un projet à vendre, c'est une négociation que nous menons sur mandat unanime des pays.

C'est un appel que vous lancez aux ministres ?

Oui, dix fois par jour ! Et à travers les médias.

Certains experts considèrent que ce n'est pas tant le TTIP, mais l'organe régulateur qui est compris dans le traité qui sera problématique...

Je pense que nous en avons déjà discuté. Aux Etats-Unis aussi, les citoyens sont protégés. Ils ont des normes bien plus hautes concernant les émissions, comme nous avant et après chaque tour de négociation, des rendez-vous avec le Parlement européen, mais aussi un groupe de conseillers qui comprend des représentants de l'état civil, des syndicats, des groupes de consommateurs, etc. Concernant les textes consolidés avec les Américains, nous allons faire en sorte que les ministres, les représentants du parlement européen et les parlementaires nationaux puissent y avoir accès. Pour toutes les négociations que nous allons lancer dans le futur, nous allons essayer de faire la même chose.

D'où vient alors cette position adverse concernant le TTIP ?
A vous de me le dire.

Apparemment, Vladimir Poutine encouragerait les anti-TTIP ?

J'ai entendu cette rumeur. Je n'ai pas de preuves, mais il est clair que Poutine n'aime pas le TTIP. Il aimerait beaucoup que cela échoue. Va-t-il réussir, je ne sais pas. Mais il n'aime pas l'idée que l'Europe et les Etats-Unis se rapprochent. ■

Propos recueillis par
MORGANE KIRICKI

« QUEL LEADERSHIP POUR L'EUROPE ? »

Une affaire d'avion, qui vole ou pas...

Au début du débat, Michel Rocard a plombé l'ambiance. L'ancien Premier ministre français a exprimé l'immense amertume que lui inspire l'Europe d'aujourd'hui, qui empêcherait tout leadership. Mais il a tout de même dit - redit - la nécessité du projet européen. Ensuite, il a beaucoup été question d'avions. Walter Veltroni, l'ancien vice-président du Conseil italien et ex-maire de Rome, a comparé l'Europe à un avion sans ailes, forcément toujours cloué au sol. **Martin Schulz** (photo) a poursuivi sur la même métaphore, en estimant que le problème était plutôt que l'avion, qui volait, comptait 28 pilotes ombrageux dans son cockpit. Le président du Parlement européen a suggéré un meilleur équipage, avec lui-même, Donald Tusk et Jean-Claude Juncker. Ça, ce serait du leadership ! Pour en arriver là, a convenu Martin Schulz, il faudrait encore beaucoup de « courage politique »...

M.LI

« LA CULTURE COMME RÉSISTANCE »**« C'est la diversité qui nous unit »**

Le cinéaste Joachim Lafosse, le dramaturge Jean-Michel Ribes, le metteur en scène Ismaël Saïdi, le président de la VRT Luc van den Brande et la parlementaire européenne **Cécilia Wikström** (notre photo) étaient sur la scène de Bozar, jeudi matin, pour débattre de la culture comme résistance aux violences de la société. La liberté et l'audace de la création ont été au cœur des interventions dans la perspective d'ouvrir et de nourrir les esprits. Entre les échanges sur la nature et la place de l'art, Cécilia Wikström a livré un vibrant plaidoyer pour une Europe où la culture aide le citoyen à savoir « *qui il est et quel rôle il a à jouer dans le monde de demain* ». Très attachée aux questions de liberté civile, d'asile et de migration, la députée suédoise a ajouté que l'Europe de la culture devait être celle de la diversité, « *parce que c'est cette diversité qui nous unit* ».

D.A.C.V.

« TERRORISME, MIGRATION : LA RÉPONSE DE L'EUROPE »**« Et si nous appelions
les migrants
des "déracinés" ? »**

Certes, lors de ce débat, l'accent était mis sur les attentats de Paris, sur les questions de défense et de lutte contre le terrorisme. Mais ce n'est pas sur ce thème-là que se sont concentrés les intervenants. Ils ont davantage opté pour la thématique migratoire. Les migrants rebaptisés « *les déracinés* », par Edouard Tetreau, conseiller de dirigeants d'entreprise, éditorialiste et essayiste français. C'est réducteur de les appeler seulement « migrants », a-t-il expliqué. « *Ce sont des personnes déracinées. N'est-il pas notre urgence de les aider à retrouver des racines ? Soit chez eux, soit chez nous ?* » Le débat a même rapidement été élargi aux migrants (déracinés ?) économiques – sans pour autant laisser les réfugiés syriens, irakiens, afghans, érythréens de côté. A ce sujet, cette intervention de **Philippe Douste-Blazy**, ministre français des Affaires étrangères de 2005 à 2007 et conseiller spécial du secrétaire général des Nations unies, a été saluée par le public : « *Voici le genre de situation que connaît un migrant économique : voir son enfant mourir dans des conditions atroces, parce qu'il n'a pas les 50 centimes nécessaires pour le soigner - à vie, qui plus est. Il a son enfant devant lui et dans sa poche, il a un smartphone, qui l'informe qu'à Paris, les gens déjeunent pour 40 euros. Qu'est-ce qu'il se passe alors ? Il ressent de la colère, de l'humiliation. Un terreau incroyable pour Daesh... Aujourd'hui, sur Terre, 89 personnes pèsent autant que la moitié de la population mondiale. Comment ne pas être en colère ? Pour résoudre les crises, pour empêcher la mort de migrants en Méditerranée, il faut sortir les milliards nécessaires pour assurer les besoins de base : nourriture, soins de santé de base, enseignement de base et toilettes.* »

CATHERINE JOIE